

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
31 décembre 2024  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 27 décembre 2024, adressée à la Présidente  
du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil  
de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye, qui rend compte des activités menées par le Comité entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2024. Le Comité a approuvé le rapport, qui est soumis en application de la note du Président du Conseil en date du 29 mars 1995 (S/1995/234).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité  
créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye  
(Signé) Kazuyuki Yamazaki



## Rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye

### I. Introduction

1. Le présent rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye porte sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024.
2. La présidence du Bureau du Comité a été assurée par Yamazaki Kazuyuki (Japon) et la vice-présidence par Malte.

### II. Contexte

3. Par sa résolution 1970 (2011), le Conseil de sécurité a créé le Comité et instauré un embargo sur les importations et les exportations d'armements et de matériels connexes à destination et en provenance de la Libye, ainsi qu'une interdiction de voyager et un gel des avoirs contre des personnes et des entités désignées par le Comité, en prévoyant des dérogations à ces mesures. Le Comité est notamment chargé de suivre l'application des mesures de sanction. Par sa résolution 1973 (2011), le Conseil a créé un groupe d'experts pour aider le Comité à s'acquitter de son mandat et pris d'autres mesures concernant la Libye : il a notamment autorisé les États Membres à agir pour protéger les populations civiles, instauré une zone d'exclusion aérienne et interdit de vol tous les aéronefs libyens, et autorisé les États Membres à procéder à des inspections, y compris en haute mer, aux fins de l'application de l'embargo sur les armes. Dans les deux résolutions susmentionnées, le Conseil a défini les critères de désignation des personnes et entités passibles d'une interdiction de voyager et d'un gel des avoirs, dont il a donné les noms. Par la suite, dans ses résolutions 2009 (2011), 2016 (2011), 2040 (2012) et 2095 (2013), le Conseil a annulé ou assoupli certaines de ces dispositions, autorisé de nouvelles dérogations, radié deux entités de la Liste relative aux sanctions et mis fin à l'autorisation de procéder à des inspections, y compris en haute mer.
4. Par sa résolution 2146 (2014), le Conseil de sécurité a pris des mesures visant les navires désignés qui tentent d'exporter illicitement du pétrole brut depuis la Libye, leur interdisant notamment de charger, de transporter ou de décharger ledit pétrole, d'entrer dans les ports et d'avoir recours à des services de soutage ou d'autres services, et interdisant également les transactions financières afférentes audit pétrole. Des dérogations à ces mesures ont aussi été prévues. Par la suite, dans sa résolution 2362 (2017), le Conseil a décidé d'étendre ces mesures et de les appliquer aux navires qui chargent, transportent ou déchargent du pétrole, y compris du pétrole brut et des produits pétroliers raffinés, que l'on a exporté ou tenté d'exporter illicitement de Libye. Par sa résolution 2174 (2014), il a renforcé l'embargo sur les armes et élargi les critères de désignation, qu'il a par la suite précisés dans ses résolutions 2213 (2015), 2362 (2017) et 2441 (2018).
5. Des dispositions ont été inscrites dans le régime des sanctions pour permettre aux États Membres d'inspecter, sur leur territoire, des cargaisons en provenance et à destination de la Libye et des navires désignés en haute mer, en vue de faire appliquer l'embargo sur les armes et de prévenir l'exportation illicite de pétrole depuis la Libye. Par sa résolution 2292 (2016), le Conseil de sécurité a autorisé également les États Membres, pour une période de 12 mois, à faire inspecter des navires en haute mer au large des côtes libyennes s'ils ont des motifs raisonnables de penser que ces navires transportent des armes ou du matériel connexe à destination ou en provenance de la

Libye en violation de l'embargo sur les armes, à condition qu'ils cherchent de bonne foi à obtenir le consentement de l'État du pavillon avant d'effectuer une inspection. Cette autorisation a été prolongée par les résolutions [2357 \(2017\)](#), [2420 \(2018\)](#), [2473 \(2019\)](#), [2526 \(2020\)](#), [2578 \(2021\)](#), [2635 \(2022\)](#), [2684 \(2023\)](#) et [2733 \(2024\)](#) pour de nouvelles périodes successives de 12 mois. Dans sa résolution [2733 \(2024\)](#), le Conseil a précisé les obligations des États Membres et le rôle du Comité en ce qui concerne l'élimination des articles saisis lors de ces inspections. Par sa résolution [2701 \(2023\)](#), le Conseil a prolongé pour une nouvelle période de 15 mois les autorisations et les mesures énoncées dans la résolution [2146 \(2014\)](#) et précédemment prorogées dans ses résolutions [2213 \(2015\)](#), [2278 \(2016\)](#), [2362 \(2017\)](#), [2441 \(2018\)](#), [2509 \(2020\)](#) et [2644 \(2022\)](#), telles que modifiées dans la résolution [2509 \(2020\)](#).

6. Composé à l'origine de huit membres, le Groupe d'experts sur la Libye a été réduit à cinq par la résolution [2040 \(2012\)](#), avant de voir son nombre porté à six par la résolution [2146 \(2014\)](#). Son mandat a été prorogé par plusieurs résolutions du Conseil de sécurité, la plus récente étant la résolution [2701 \(2023\)](#).

7. Le 19 juillet 2024, le Conseil de sécurité a adopté la résolution [2744 \(2024\)](#), par laquelle il a adopté de nouvelles procédures d'examen des demandes de radiation présentées par des personnes, groupes, entreprises ou entités inscrit(e)s sur la liste relative aux sanctions du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1970 \(2011\)](#) concernant la Libye et les listes des autres comités des sanctions créés par le Conseil, à l'exception de celle tenue par le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions [1267 \(1999\)](#), [1989 \(2011\)](#) et [2253 \(2015\)](#) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés, qui continue de relever du Bureau du Médiateur. Ces procédures remplacent celles énoncées dans la résolution [1730 \(2006\)](#) du Conseil et seront appliquées lorsque la nomination du nouveau Point focal pour les demandes de radiation par le Secrétaire général sera effective.

8. On trouvera de plus amples informations générales sur le régime de sanctions imposé à la Libye dans les rapports annuels précédents du Comité.

### III. Résumé des activités du Comité

9. Le Comité s'est réuni quatre fois dans le cadre de consultations, le 2 février, le 7 juin et les 5 et 12 décembre. Il a en outre mené une partie de ses travaux par correspondance.

10. Lors des consultations tenues le 2 février, le Comité a entendu un exposé du Groupe d'experts sur son programme de travail découlant du mandat prorogé par la résolution [2701 \(2023\)](#).

11. Lors des consultations tenues le 7 juin, le Comité a entendu un exposé du Groupe d'experts sur son rapport d'activité, présenté en application du paragraphe 13 de la résolution [2701 \(2023\)](#), et examiné les recommandations y figurant.

12. Lors des consultations tenues le 5 décembre, le Comité a entendu un exposé du Groupe d'experts sur son rapport final ([S/2024/914](#)), présenté en application du paragraphe 13 de la résolution [2701 \(2023\)](#), et examiné les recommandations y figurant.

13. Lors des consultations tenues le 12 décembre, le Comité a entendu un exposé du Président du conseil d'administration et Directeur général de la Libyan Investment Authority et une déclaration de la Libye, et a tenu une discussion interactive.

14. Conformément au paragraphe 104 de l'annexe à la note du Président du Conseil de sécurité (S/2017/507), le Comité a publié des communiqués de presse résumant les réunions tenues le 2 février et le 7 juin (SC/15606 et SC/15956).

15. Le 15 février, le 16 avril, le 20 août, le 9 octobre et le 16 décembre, le Président a présenté au Conseil de sécurité un exposé sur les activités du Comité en application de l'alinéa e) du paragraphe 24 de la résolution 1970 (2011) (voir S/PV.9549, S/PV.9605, S/PV.9709, S/PV.9743 et S/PV.9815).

16. Le Comité a reçu un rapport d'un État Membre sur l'application de la résolution. Il a également reçu trois rapports d'inspection.

17. Le Comité a adressé à 18 États Membres et à d'autres acteurs intéressés 93 communications concernant l'application des sanctions. Le 31 janvier et le 31 mai, il a adressé des notes verbales à tous les États Membres, la première pour les informer que Safia Farkash Al-Barassi (LYi.019) n'était plus soumise à l'interdiction de voyager imposée en application du paragraphe 15 de la résolution 1970 (2011), et la seconde pour les informer qu'une dérogation à l'interdiction de voyager avait été accordée pour raisons humanitaires à Mohammed Muammar Qadhafi (LYi.012), en application de l'alinéa a) du paragraphe 16 de la résolution 1970 (2011), du 1<sup>er</sup> juin au 30 novembre 2024.

## IV. Dérogations

18. Les dérogations à l'embargo sur les armes sont énoncées au paragraphe 8 de la résolution 2174 (2014), qui remplace l'alinéa a) du paragraphe 13 de la résolution 2009 (2011) tel que modifié par le paragraphe 10 de la résolution 2095 (2013), ainsi qu'à l'alinéa b) du paragraphe 13 de la résolution 2009 (2011) et à l'alinéa c) du paragraphe 9 de la résolution 1970 (2011).

19. Les dérogations au gel des avoirs sont énoncées aux paragraphes 19 et 21 de la résolution 1970 (2011) et au paragraphe 16 de la résolution 2009 (2011).

20. Les dérogations à l'interdiction de voyager sont énoncées au paragraphe 16 de la résolution 1970 (2011).

21. Les dérogations aux mesures relatives aux tentatives d'exportation illicite de pétrole depuis la Libye, y compris de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés, sont énoncées à l'alinéa c) du paragraphe 10 et au paragraphe 12 de la résolution 2146 (2014).

22. Le Comité a approuvé une demande de dérogation à l'embargo sur les armes présentée au titre de l'alinéa c) du paragraphe 9 de la résolution 1970 (2011). Il n'a pas opposé de refus à une notification en rapport avec l'embargo sur les armes présentée au titre de l'alinéa b) du paragraphe 13 de la résolution 2009 (2011).

23. Le Comité n'a pas opposé de refus à 25 notifications en rapport avec le gel des avoirs présentées au titre de l'alinéa a) du paragraphe 19 de la résolution 1970 (2011) et à la notification en rapport avec le gel des avoirs présentée au titre de l'alinéa a) iv) du paragraphe 16 de la résolution 2009 (2011). Il a approuvé une demande de dérogation au gel des avoirs citant l'alinéa b) du paragraphe 19 de la résolution 1970 (2011). Il a reçu deux notifications en rapport avec le gel des avoirs au titre du paragraphe 21 de la résolution 1970 (2011), dont il a accusé réception.

24. Le Comité a prorogé pour la septième fois une demande de dérogation à l'interdiction de voyager précédemment approuvée, laquelle invoquait l'alinéa a) du paragraphe 16 de la résolution 1970 (2011), pour faciliter les déplacements pour

raisons humanitaires d'une personne inscrite sur sa liste, pour une durée de six mois, sans restriction géographique.

## V. Liste relative aux sanctions

25. Les critères de désignation des personnes et entités passibles d'une interdiction de voyager et d'un gel des avoirs sont définis au paragraphe 22 de la résolution [1970 \(2011\)](#), au paragraphe 23 de la résolution [1973 \(2011\)](#), au paragraphe 11 de la résolution [2146 \(2014\)](#), au paragraphe 4 de la résolution [2174 \(2014\)](#), au paragraphe 11 de la résolution [2213 \(2015\)](#), au paragraphe 11 de la résolution [2362 \(2017\)](#) et au paragraphe 11 de la résolution [2441 \(2018\)](#). Les procédures relatives aux demandes d'inscription et de radiation sont décrites dans les directives régissant la conduite des travaux du Comité.

26. Aucune entrée n'a été ajoutée à la liste. Une entrée en a été retirée. Le 31 janvier, le Comité a mis à jour une entrée existante de la liste, à la suite de la conclusion du dispositif du Point focal établi par la résolution [1730 \(2006\)](#) concernant une personne inscrite sur la liste, pour rendre compte du fait que la personne n'était plus soumise à la mesure d'interdiction de voyager imposée en application du paragraphe 15 de la résolution [1970 \(2011\)](#) (voir SC/15576). À la fin de la période considérée, 28 personnes et deux entités étaient inscrites sur la liste relative aux sanctions tenue par le Comité.

## VI. Groupe d'experts

27. Le 20 novembre, après l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution [2701 \(2023\)](#), le Secrétaire général a nommé les six membres du Groupe d'experts, à savoir des spécialistes des groupes armés, des groupes armés et du droit international humanitaire, des armes, des armes et des questions maritimes, des questions financières, et des questions régionales et relatives aux transports (voir [S/2023/896](#)). Le mandat du Groupe d'experts arrive à expiration le 15 février 2025.

28. Le 17 mai, le Groupe d'experts a présenté son rapport d'activité au Comité, conformément au paragraphe 13 de la résolution [2701 \(2023\)](#).

29. Le 12 novembre, conformément au paragraphe 13 de la résolution [2701 \(2023\)](#), le Groupe d'experts a présenté au Comité son rapport final, qui a été transmis au Conseil de sécurité le 13 décembre et publié comme document du Conseil ([S/2024/914](#)).

30. Le Groupe d'experts s'est rendu en Allemagne, en Autriche, en Belgique, en Égypte, aux États-Unis d'Amérique, en France, en Grèce, en Italie, en Libye, à Malte et en Tunisie. En Libye, plusieurs de ses membres se sont rendus, à deux reprises, à Tripoli.

31. Dans le cadre de son mandat, le Groupe d'experts, par l'intermédiaire du Secrétariat, a adressé 217 lettres à 78 destinataires, dont des États Membres, le Conseil de sécurité, le Comité, des entités internationales et nationales et diverses personnes.

## VII. Appui administratif et technique du Secrétariat

32. La Division des affaires du Conseil de sécurité a fourni un appui d'ordre administratif et technique à la présidence et aux membres du Comité. Elle a également apporté un appui consultatif aux États Membres en vue de faire mieux comprendre le

régime de sanctions et de faciliter l'application des mesures. Elle a organisé des réunions d'information à l'intention des nouveaux membres du Conseil pour les aider à se familiariser avec les questions relatives au régime de sanctions. Pour compléter ces réunions, le Secrétariat a organisé du 6 au 8 décembre, à l'intention des nouveaux membres du Conseil, la quatrième session de formation portant sur l'élaboration, l'application, le suivi, l'évaluation, l'adaptation et la reformulation des sanctions.

33. Afin d'aider le Comité à recruter des expert(e)s doté(e)s des qualifications voulues et reflétant une plus grande diversité géographique pour faire partie des groupes et équipes de surveillance de l'application des sanctions, la Division a continué de tenir des séances d'information destinées aux groupes régionaux et organisé une activité de sensibilisation le 24 octobre. Une note verbale a été adressée le 12 décembre à tous les États Membres pour leur demander de désigner des candidat(e)s susceptibles d'être inscrit(e)s sur la liste d'experts. Le 20 décembre, elle a également adressé une note verbale à tous les États Membres pour les informer des prochains postes vacants au sein du Groupe d'experts, précisant les calendriers de recrutement, les domaines de compétence recherchés et les autres conditions à remplir. Le 16 décembre, des avis de vacance de postes ont également été publiés sur le portail des carrières de l'ONU (<https://careers.un.org>).

34. La Division a continué de fournir un appui au Groupe d'experts, en prêtant son concours à l'établissement du rapport d'activité que celui-ci a présenté au Comité en mai et du rapport final qu'il lui a présenté en novembre. Le Secrétariat a facilité les déplacements des membres du Groupe d'experts pour qu'ils puissent s'acquitter de leur mandat en toute sécurité, lequel prévoit notamment la tenue de réunions avec les États Membres et d'autres parties prenantes.

35. Le Secrétariat a continué de tenir et d'actualiser la Liste récapitulative du Conseil de sécurité et les listes relatives aux sanctions tenues par les comités, dans les six langues officielles et sous trois formats différents. En outre, il a amélioré l'accès aux listes et en a rendu l'utilisation plus efficace, tout en continuant à tenir à jour dans les six langues officielles le modèle de données approuvé en 2011 par le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés, comme le Conseil l'avait demandé au paragraphe 60 de sa résolution 2734 (2024).

36. En outre, le Secrétariat a contribué à la publication, à la mise à jour et à la suppression des notices spéciales INTERPOL-Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, au fur et à mesure des modifications des listes (inscriptions, mises à jour ou radiations).

37. Le 30 avril et le 26 novembre, le Secrétaire général a présenté des rapports sur l'application des résolutions 2684 (2023) et 2733 (2024), conformément au paragraphe 2 de chaque résolution (S/2024/352 et S/2024/858). Ces rapports comprenaient notamment des informations relatives aux autorisations d'inspecter les navires en haute mer au large des côtes libyennes afin d'assurer une meilleure application de l'embargo sur les armes.